

# COMPTE RENDU

## MINUTES

---

Réunion du Conseil de Développement de l'OIML  
Kyoto, Japon  
5 novembre 2003

OIML Development Council Meeting  
Kyoto, Japan  
5 November 2003

---



ORGANISATION INTERNATIONALE  
DE MÉTROLOGIE LÉGALE

---

INTERNATIONAL ORGANIZATION  
OF LEGAL METROLOGY



## Organisation Internationale de Métrologie Légale

*Secrétariat:*

BUREAU INTERNATIONAL DE MÉTROLOGIE LÉGALE (BIML)  
11, RUE TURGOT - 75009 PARIS - FRANCE

TÉL: 33 (0)1 48 78 12 82  
FAX: 33 (0)1 42 82 17 27  
E-MAIL: [biml@oiml.org](mailto:biml@oiml.org)  
INTERNET: [www.oiml.org](http://www.oiml.org)

**RÉUNION**  
**du**  
**CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DE L'OIML**  
**5 novembre 2003**  
**Kyoto, Japon**

---

Le Conseil de Développement de l'OIML s'est réuni le 5 novembre 2003 au Centre de Conférence International de Kyoto, Japon, conjointement avec la 38<sup>ème</sup> Réunion du CIML.

La réunion a été présidée par Mme Ghaïet-El-Mouna Annabi, Présidente du Conseil de Développement. Étaient également présents à la chaire présidentielle M. G. Faber, Président du CIML, M. J-F Magaña, Directeur du BIML et M. I. Dunmill, Adjoint au Directeur du BIML.



## Sommaire

Participation .....	5
Ouverture .....	9
Appel des Délégués .....	9
Approbation de l'ordre du jour .....	9
1 Activités concernant les pays en développement pour 2002–2003 .....	9
1.1 Comité Mixte sur la Coordination de l'Aide aux Pays en Développement .....	9
dans le domaine de la Métrologie, de l'Accréditation et de la Normalisation (JCDCMAS)	
1.2 PTB .....	12
1.3 Autres .....	14
2 Rapport et discussion sur la réunion du Groupe de Travail du Conseil .....	17
de Développement (4 novembre 2003)	
3 Propositions pour les activités du Conseil de Développement .....	25
pour la période 2003–2004	
4 Autres questions .....	25
5 Prochaine réunion .....	25
6 Conclusion et clôture de la réunion .....	25

## Participation

### États Membres

#### ALBANIE

M. Bashkim Koçi  
M. Vladimir Gjonaj

#### AFRIQUE DU SUD

M. Stuart H. Carstens  
M. T. T. Mathosi  
M. M. Miller  
M. H. F. Ferreira

#### ALLEMAGNE

Pr. Manfred Kochsiek  
Mme. S. Ludwig  
Dr. H. Wallerus

#### ARABIE SAOUDITE

M. Abdul-Aziz A.M. Al-Gossair

#### AUTRICHE

Dr. Arnold Leitner

#### CAMEROUN

M. H. Ela Essi  
M. Liman Maloum

#### CHINE

M. Zhenmin Li  
Mlle. Yue Bao

#### CORÉE (Rép.)

M. Jong-Oh Choi

#### CUBA

M. Martin Antunez Ramirez

#### ESPAGNE

Dr. Carmen Sevilla Anton

#### ÉTATS UNIS

Dr. Charles D. Ehrlich  
M. Wayne Stiefel

#### FRANCE

M. Gérard Lagauterie

#### INDE

M. P. A. Krishnamoorthy  
Mme. Satwant Reddy

#### INDONESIE

M. Hari Prawoko

#### IRAN

M. Mohammad Ali Akhavan Behabadi

#### ISRAËL

M. Timor Zarin  
M. Michael Harel

<b>JAPON</b>	Dr. Mitsuru Tanaka Dr. Akira Ooiwa M. Tatsuya Daigo M. Kiyoshi Takahashi M. Toru Kojima Mlle. Hiroe Sakai Dr. Masahiro Okaji
<b>MAROC</b>	Représentant de l'Ambassade
<b>NOUVELLE ZÉLANDE</b>	M. John Barker M. Terry Collins
<b>PAYS BAS</b>	M. G. J. Faber
<b>PORTUGAL</b>	M. J. N. Cartaxo Reis
<b>ROYAUME-UNI</b>	Dr. J. W. Llewellyn M. Martin Birdseye
<b>ROUMANIE</b>	M. F. Iacobescu
<b>FÉDÉRATION DE RUSSIE</b>	Prof. L. K. Issaev
<b>SERBIE ET MONTENEGRO</b>	M. Z. M. Marković
<b>SLOVAKIE</b>	M. Jozef Orlovský M. Jaromir Marković
<b>SUISSE</b>	Dr. Bruno Vaucher
<b>TANZANIE</b>	M. A. H. M. Tukai
<b>RÉPUBLIQUE TCHÈQUE</b>	M. Pavel Klenovský M. Alexander Šafarik-Pstrosz
<b>TUNISIE</b>	Mme. Ghaiet-El-Mouna Annabi
<b>VIET NAM</b>	M. Bui Quy Long M. Pham Ngoc Tran

## Membres Correspondants

<b>BURKINA FASO</b>	M. Oumarou Yankine
<b>CAMBODGE</b>	M. Ho Kadeb M. Hou Leng
<b>MALAYSIE</b>	M. Moho Ismail Md Yunus
<b>MALTE</b>	M. Francis E. Farrugia
<b>OUZBÉKISTAN</b>	M. T. B. Abdullaev M. G. Yuldashev
<b>RÉPUBLIQUE ARABE DE SYRIE</b>	M. Khaled Osman Mlle. A. Shamdin
<b>TAIPEI CHINOIS</b>	M. Su Bo-Chong

## Institution en Liaison

**Commission Électrotechnique Internationale (CEI)** M. Jonathan Buck

## Membre Honoraire du CIML

M. Knut Birkeland    Président CIML Sortant

## BIML

M. Jean-François Magaña	Directeur
M. Attila Szilvassy	Adjoint au Directeur
M. Ian Dunmill	Adjoint au Directeur
M. Chris Pulham	Rédacteur
Mme. Patricia Saint-Germain	Assistante de Direction



# Réunion du Conseil de Développement de l'OIML

5 novembre 2003

Kyoto, Japon

## Ouverture

Mme. Annabi a souhaité la bienvenue aux délégués et a remercié les hôtes japonais pour l'excellente organisation et les installations du Centre de Conférence. Elle a précisé que des questions très importantes seraient traitées afin de prendre des décisions sur les futures tâches relatives aux pays en développement. Souhaitant ainsi que la réunion soit la plus fructueuse possible, elle a invité M. Magaña à procéder à l'appel des délégués.

## Appel des Délégués

Sur appel des délégués, il a été constaté que 49 Membres du CIML (sur 60) étaient présents ainsi que des membres du personnel du BIML.

## Approbation de l'ordre du jour

Le Conseil a approuvé l'ordre du jour comme suit:

- 1 Activités concernant les pays en développement pour 2002–2003
- 1.1 Comité Mixte sur la Coordination de l'Aide aux Pays en Développement dans le domaine de la Métrologie, de l'Accréditation et de la Normalisation (JCDCMAS)
- 1.2 PTB
- 1.3 Autres
- 2 Rapport et discussion sur la réunion du Groupe de Travail du Conseil de Développement (4 novembre 2003)
- 3 Propositions pour les activités du Conseil de Développement pour la période 2003–2004
- 4 Autres questions
- 5 Prochaine réunion
- 6 Conclusion et clôture de la réunion

### **1 Activités concernant les pays en développement pour 2002–2003**

Mme. Annabi a demandé au Bureau de présenter le rapport sur les activités concernant les pays en développement pour 2002–2003; M. Magaña a précisé que ce rapport était articulé en trois points, comme indiqué ci-après.

#### **1.1 Comité Mixte sur la Coordination de l'Aide aux Pays en Développement dans le domaine de la Métrologie, de l'Accréditation et de la Normalisation (JCDCMAS)**

M. Magaña a expliqué qu'en février dernier, il a été décidé de travailler avec le BIPM, ILAC et d'autres organisations sur la question des pays en développement. Cette décision avait été prise

dans une réunion conjointe avec le BIPM et ILAC en février, et les autres organisations intéressées avaient alors été invitées à collaborer également.

Une réunion fut organisée entre les deux organisations internationales de métrologie, les organismes d'accréditation et de normalisation et ONUDI, tous ayant décidé de créer un Comité Mixte, constitué actuellement du BIPM, de l'OIML, de ILAC, IAF, ISO, CEI et aussi de ITU (l'organisation internationale de normalisation pour les télécommunications), ainsi que ONUDI, qui ont tous fermement soutenu cette initiative. Une présentation a été faite très brièvement après cela au Comité OMC sur les barrières techniques au commerce, annonçant l'intention des membres de ces organisations de mieux coordonner leurs efforts dans l'intérêt des pays en développement. L'OMC avait réagi très favorablement à cette initiative.

M. Magaña a ensuite invité M. Dunmill à donner un exposé plus détaillé des discussions et des actions de ce Comité Mixte.

M. Dunmill a expliqué que l'objectif de ce Comité était de mieux coordonner le travail en cours réalisé par le groupe d'organisations oeuvrant dans des domaines un peu différents mais très étroitement liés, en mettant en place des infrastructures de métrologie, d'accréditation et de normalisation dans divers pays. Depuis ses débuts, ce Comité a travaillé à l'élaboration de termes de référence (lesquels devraient être discutés lors de la Réunion du CIML), mais voici en bref les objectifs de ce Comité tels qu'ils ont été définis:

- mettre en commun l'expertise existant au sein des différentes organisations dans le domaine de l'aide aux pays en développement;
- fournir des informations aux pays en développement;
- s'efforcer de mieux sensibiliser les pays industrialisés et les pays en développement concernant les domaines de la métrologie, de l'accréditation et de la normalisation; et
- favoriser un développement économique durable, en utilisant ces trois thèmes et en insistant sur le terme "durable", de telle sorte que l'aide fournie soit vraiment utile aussi bien dans le futur qu'au moment de son obtention.

M. Dunmill a poursuivi en indiquant que pour le Comité, le moyen essentiel de coordonner et d'aider aux travaux de développement consistait à soutenir et à améliorer les activités existantes au sein des différentes organisations.

Il est prévu dans le cadre du travail que ce Comité a proposé de mener:

- d'élaborer des modules d'informations sur l'importance des activités de métrologie, d'accréditation et de normalisation;
- de travailler en liaison avec les pays qui tentaient d'introduire ces systèmes; et
- d'essayer de développer des ressources d'informations basées sur Internet qui constitue un moyen d'accès aux informations beaucoup plus économique et plus facile pour les pays en développement.

Jusqu'ici, le Comité a tenu trois réunions, dont:

- la première en septembre 2002, en association avec l'Assemblée Générale de l'ISO à Stockholm;
- la seconde en avril 2003, à l'ONUDI à Vienne; et
- la troisième en juillet 2003, au BIPM.

Il a été proposé de tenir une quatrième réunion en mars 2004 à Genève, accueillie par la CEI. Il apparaît au vu de la fréquence des réunions, que le Comité était déterminé à avancer sur les points mentionnés ci-dessus.

Les actions entreprises ou examinées depuis par ce Comité étaient les suivantes:

- une enquête menée par l'OMC au milieu de 2002 au sein de ses pays membres. Des démarches ont été faites auprès des points de contact concernés par les Barrières Techniques au Commerce (TBT) dans leur pays, pour leur demander quels étaient les besoins de ces pays et

les aider à atteindre les objectifs du Comité TBT. M. Dunmill a donné des exemples chiffrés concernant l'OIML, indiquant que 50 % des pays membres de l'OMC ont déclaré qu'ils avaient des besoins en infrastructure métrologique;

- l'achèvement d'une base de données initiée par l'OMC sur les besoins en aide technique et sur l'aide technique actuellement fournie aux pays membres. Des informations à ce sujet ont été envoyées aux États Membres de l'OIML et de la Convention du Mètre en septembre 2003, afin d'encourager les pays à compléter les informations gérées dans cette base de données;
- le développement d'un ensemble de cours de formation par Internet, en association avec ONUDI et ISO, et d'une série de modules d'informations sur différents aspects de son travail. Un module de métrologie, un module sur l'accréditation et un autre sur la normalisation, étaient prévus et contiendraient des informations pouvant être utilisées par les différents pays ayant besoin d'aide pour mieux sensibiliser les décideurs, le public, les responsables gouvernementaux et autres; et
- comme mentionné précédemment, le développement en continu de ressources basées sur Internet, des forums de discussion, etc.

Les futures actions du programme ou à l'étude pour l'instant, comprenaient:

- une activité associée à la Conférence Générale de l'ONUDI qui doit se tenir en décembre 2003; étant donné qu'un certain nombre de personnes d'assez haut niveau seraient réunies à cette Conférence, cela était considéré comme une bonne occasion de mieux faire connaître le Comité et ses organisations membres; et
- une invitation d'adresser à la Banque Mondiale, en tant qu'acteur important au niveau des activités de développement, à participer à la prochaine réunion en 2004, pour voir comment leurs programmes de subventions et d'aides pourraient être intégrés dans le travail du Comité.

M. Magaña a remercié M. Dunmill pour son rapport, en précisant que le travail du Comité progressait de façon très efficace. L'OIML était en train d'élaborer un module de présentation commun avec le BIPM sur la métrologie, qui pourrait être utilisé par tous ces partenaires, et également par les États Membres. Cette présentation très intéressante combinerait la métrologie scientifique, la métrologie légale et tout autre aspect approprié.

M. Magaña a invité l'auditoire à poser des questions et à faire des commentaires sur ce travail qui était important pour tous les pays en développement.

Aucun commentaire n'ayant été émis sur le moment, M. Magaña a demandé si l'un de ceux présents avait été approché par les points de contact TBT de l'OMC dans leurs pays respectifs à ce sujet ou pour d'autres questions. D'après lui, les points de contact TBT n'étaient pas toujours très au fait de l'existence des organismes de métrologie et de métrologie légale dans leurs pays.

M. Carstens a indiqué qu'en Afrique du Sud, ils avaient probablement beaucoup de chance, du fait que le point de notification de l'OMC était au "Bureau of Standards", ce qui faisait qu'ils étaient en contact direct avec eux.

M. Antuñez Ramirez fit remarquer qu'il en était de même à Cuba.

M. Magaña convenait qu'en général les points de contact pour l'OMC se trouvaient au sein de l'organisation nationale de normalisation. Il a invité tous les pays développés et en développement à établir des relations avec ces points de contact OMC. Il a expliqué que l'OMC était très motivée concernant les aspects de création d'infrastructures pour les pays en développement, et que le Comité TBT s'intéressait à la fois aux enquêtes sur les besoins de ces pays et à celles sur l'aide technique fournie par les pays industrialisés. C'est pourquoi ce contact était important pour le développement de la métrologie légale dans chaque pays.

M. Birdseye a confirmé que lui et ses collègues sensibiliseraient leur point de contact à ce développement, et qu'en fait ils connaissaient déjà la personne concernée. Il désirait savoir s'il existait un quelconque document de synthèse sur le sujet qui pourrait servir de support pour aborder ce sujet avec le contact, lequel était bien sûr concerné par tous les autres aspects du TBT.

M. Magaña a répondu qu'il existait plusieurs documents sur ce sujet et qu'ils seraient envoyés à tous les États Membres et Membres Correspondants de l'OIML; il s'agissait:

- d'un document général présentant les objectifs de JCDCMAS et ce qu'ils tentent de mettre en place, élaboré en commun par les organisations, et qui avait été présenté au Comité TBT; et
- un module sur la métrologie, préparé avec le BIPM, qui devrait être prêt d'ici un mois ou deux.

M. Carstens a demandé si des commentaires pourraient être présentés afin de compléter ce projet de document, et M. Magaña a déclaré que les commentaires visant à améliorer ou à amender le document étaient les bienvenus.

M. Šafarik-Pstrosz a souhaité faire deux observations concernant l'OMC et le TBT lui-même:

- parlant au nom du Point d'Investigation TBT tchèque, pour rappeler aux Membres que dans les pays développés et les pays en développement, toutes les réglementations techniques dans le domaine de la métrologie devaient toujours être notifiées par le Point d'Investigation TBT. Cela ne s'appliquait pas seulement à celles relatives à l'équipement technique, mais également à celles concernant les questions de procédure; et
- brièvement afin d'informer les Membres que la République Tchèque avait développé une très étroite coopération avec l'Albanie et soutenait ce pays dans leurs préparatifs d'harmonisation avec les exigences et réglementations techniques de l'Union Européenne dans les domaines des étalons, de l'évaluation de conformité et de la métrologie. Les Albanais cherchaient à développer le domaine de la métrologie et à améliorer leurs installations, ce qui jusqu'à présent n'avait pas été leur priorité. Il souhaitait que le Comité tienne compte de la coopération et du soutien technique que son pays donnait à l'Albanie.

M. Magaña a remercié M. Šafarik-Pstrosz pour cette information importante. Il a ensuite souhaité la bienvenue à M. Al-Gossair qui venait de se joindre à la réunion.

M. Magaña mit un terme à ce point en disant qu'en l'absence d'autres commentaires, la poursuite du travail avec les autres organisations et l'OMC sur toutes ces questions, lui semblait prometteuse. D'autres discussions à ce sujet auraient lieu très brièvement pendant le CIML. Le projet sur les Termes de Référence (ToR) du JCDCMAS avait déjà été approuvé par la Conférence Générale des Poids et Mesures le mois précédent, et ces ToR devraient aussi être approuvés par le CIML en cours de semaine, de sorte que le Comité Mixte devrait avoir un statut plus officiel pour l'Organisation. Naturellement, le Comité Mixte n'avait pas attendu cette approbation officielle de ses ToR pour établir des contacts et avancer dans ses activités.

## 1.2 PTB

M. Magaña a indiqué que Pr. Kochsiek donnerait des informations sur les activités du PTB concernant les pays en développement.

Pr. Kochsiek a donné un bref résumé de la contribution du PTB à la métrologie légale dans les pays en développement et dans les pays en transition vers les économies de marché. Cela incluait les activités annoncées à la dernière Réunion du Conseil de Développement de l'OIML, à la Conférence OIML de 2000 et également à la réunion du Groupe de Travail du Conseil de Développement de l'OIML de l'an dernier, comprenant:

- un séminaire sur *Le rôle de la métrologie dans les conditions d'un marché mondialisé* en coopération avec COOMET et l'OIML, qui s'est tenu à Moscou en mai 2003, et dont les détails ont été publiés dans le Bulletin OIML;
- un séminaire, avec la participation du BIML, tenu à Tunis en octobre 2003 pour les pays nord africains francophones, suivi par un Atelier de Planification dans le but de créer un projet Régional de Coopération avec l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. Ce séminaire était dans la ligne du Forum Euro-Méditerranéen de Métrologie Légale, et ce point avait aussi été discuté à Saint-Jean-de-Luz, l'année dernière; et

- une proposition pour la vérification des poids commerciaux préparée par M. Gupta, d'Inde, et envoyée au BIML pour publication et diffusion aux pays en développement concernés.

Des projets bilatéraux entre l'Allemagne et d'autres pays:

**Thaïlande:**

- Des experts allemands et européens de haut niveau ont effectué des visites d'études; certains instruments ont été livrés, en particulier un comparateur de masse et des poids étalons; des personnes occupant des postes clés ont été formées par des experts allemands dans le cadre du système de *Formation du Formateur* sur la vérification des thermomètres, des compteurs de liquides autres que l'eau, des compteurs de gaz, et des instruments de pesage à fonctionnement automatique. Des appareillages tels que des thermomètres étalons, des pipettes étalons en verre, etc. ont été livrés;

**Roumanie:**

- Un séminaire a été organisé sur le thème des instruments de mesure médicaux tels que les tonomètres, les alcoolomètres, etc., ainsi que sur le contrôle des préemballages;

**Bulgarie:**

- Un séminaire y a aussi été organisé sur le thème des instruments de mesure médicaux, des thermomètres médicaux, des dosimètres et autres;

**Projets pour les régions du Sud:**

- Certaines activités avaient été constatées avec la Communauté Sud-africaine de Développement (SADC) où des cours de formation avaient eu lieu sur la vérification des instruments de pesage à fonctionnement non automatique à auto-indication de Classes II et III, et un autre cours de formation était proposé pour le mois en cours sur le *Contrôle des produits préemballés conformément à OIML R 87*, ainsi que la livraison de balances, d'ensembles de poids, et d'étalons de volume aux pays suivants: Angola, République Démocratique du Congo, Lesotho, Malawi, Mozambique, Tanzanie et Zambie;

**Pays de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN):**

- Un séminaire régional sur *l'Harmonisation des Exigences sur les Marchandises préemballées* avait été organisé à Bangkok, avec le Bureau Central des Poids et Mesures et le PTB, pour 19 participants de sept pays de l'ASEAN, et un second séminaire était prévu pour l'année suivante. Des accords avaient été conclus avec le Cambodge et le Laos en vue de soutenir la métrologie légale. Les instruments et la formation choisis seraient financés par le partenaire allemand, et toutes les mesures seraient coordonnées avec le Projet Mékong de l'ONUDI;
- Un autre exemple de coopération entre ONUDI, l'OIML et le PTB consistait en un projet *Promotion de la Métrologie et Essais* lancé dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Il était mis en place par l'ONUDI en coordination avec un projet de l'UE. Le BIML avait contribué au développement de la métrologie légale dans les pays d'Afrique de l'Ouest en participant à des séminaires et à des ateliers; et
- Certaines activités avaient été prévues pour l'année suivante. Il avait déjà été décidé qu'en coopération avec le Forum Euro-Méditerranéen de Métrologie Légale, un séminaire serait organisé à Malte l'année prochaine. Il y aurait aussi un séminaire dans la Région Sud Est de l'Asie, et la semaine dernière, le Professeur Kochsiek lui-même avait été dans la région du Caucase, où une décision avait été prise de tenir un séminaire pour l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, également en 2004, sur le thème de *La Métrologie Générale et l'Application de la Directive de l'UE sur les Instruments de Mesure*.

Après l'actuelle Réunion du CIML, la planification de nouvelles activités sera poursuivie et les détails seront communiqués en temps utile par le BIML.

M. Magaña a remercié le Professeur Kochsiek et a ajouté pour plus amples informations que la version électronique du document de M. Gupta sur la *Vérification des Poids* était en cours de préparation et serait très prochainement mise à la disposition sur le site web, de tous les États Membres et Membres Correspondants.

M. Magaña a également indiqué que l'une des activités du Bureau avait consisté à organiser, conjointement avec la CEI et l'OMC, des séminaires régionaux pour les pays en développement en vue de favoriser leur participation au travail de l'OIML et de la CEI. L'un de ces séminaires avait eu lieu à Lima, Pérou, et les autres à Maputo, Mozambique. Étant donné que les rapports de ces séminaires seraient entendus lors de la Réunion du CIML, M. Magaña ne jugeait pas utile d'approfondir ce point, pour éviter de se répéter, mais cela attestait des bonnes relations de l'Organisation avec l'OMC et la CEI et également du travail du JCDCMAS.

### 1.3 Autres

#### UK

Dans l'évocation des développements au Royaume-Uni et de l'implication de son pays dans ce domaine, M. Birdseye a fait remarquer que la politique de son gouvernement en matière de développement international était bien sûr de se concentrer sur la création des moyens en s'investissant dans les pays en développement concernés de façon à les aider à mettre en place leurs institutions. Il est reconnu que tout le monde a besoin de ces institutions de métrologie légale pour établir des économies stables et prospères. Cela incluait évidemment la structure du commerce aux niveaux intérieur et international. Le soutien de la participation à l'établissement des étalons constituait aussi un enjeu politique. En principe, donc, les objectifs du Conseil de Développement de l'OIML étaient entièrement compatibles avec la politique du Royaume-Uni sur le développement international. M. Birdseye a également souhaité mentionner que le budget du Royaume-Uni pour l'aide aux pays étrangers avait approximativement doublé sous le gouvernement actuel.

Cependant, comme la plupart des collègues ici présents, les délégués anglais peinaient à expliquer à leur gouvernement l'importance de la métrologie légale qui était, ironiquement, réellement difficile à mesurer! Il a pu être source d'erreur pour les agents du NWML d'avoir à identifier leur travail pour les pays en développement comme un point séparé du programme du fait que leur service de financement, le ministère du Commerce et de l'Industrie, avait décidé (avec une certaine logique) que le travail en ce domaine devrait être financé par le Service pour le Développement International (DFID). Les délégués anglais devaient par conséquent recommencer maintenant à expliquer les enjeux de la métrologie légale à un autre ministère du gouvernement. Ils se sont attelés à cette tâche avec le soutien de leurs collègues du BIML. Cette année, une réunion avait été organisée pour toutes les organisations nationales du Royaume-Uni impliquées dans le vaste secteur des normes, de la qualité, de l'accréditation et de la métrologie. Avec toutes ces organisations nationales, et avec l'aide d'intervenants de l'ONUDI et du BIML, ils ont été en mesure de rassembler des arguments convaincants en faveur de la métrologie légale en tant que partie essentielle de la création de moyens pour les pays en développement. Le DFID y avait donné suite par une autre réunion nationale qui réunissait également des représentants de la Banque Mondiale et de l'Allemagne. Les collègues du DFID ont découvert l'expérience que le BMZ et le PTB avaient dans ce domaine. Il restait encore le problème de traduire tous ces efforts en un véritable engagement dans le cadre de leur prochain programme.

En même temps que d'autres, les délégués anglais pensaient qu'ils avaient les compétences pour jouer un rôle utile dans cette tâche, mais pour le moment c'était une question de priorités. Un investissement significatif en temps était nécessaire même pour répondre aux offres sur une base purement commerciale, et tout leur temps bien sûr devait être justifié.

Néanmoins, les délégués anglais avaient continué de mener leur programme international sur la métrologie légale, ainsi que quelques autres événements de formation, et maintenaient des contacts utiles avec les pays en développement chaque fois que possible. M. Birdseye a précisé qu'à l'avenir, une plus grande réflexion serait consacrée à la coopération avec les autres États Membres pour cette question de sensibilisation à l'importance de la métrologie légale pour le développement, ainsi qu'à la possibilité de coopérer à des projets réalisables, et peut-être qu'une approche multilatérale sur le financement devrait être envisagée. Suite aux discussions avec le DFID, il s'est avéré qu'ils avaient une politique louable pour une approche multilatérale sur l'aide aux pays étrangers. Il serait beaucoup plus facile de trouver des arguments en faveur, par exemple, d'un financement multilatéral dans ce domaine, s'il existait.

M. Magaña a remercié M. Birdseye pour son intéressante contribution. Il a ensuite invité Dr. Wallerus à prendre la parole pour sa présentation des activités de l'Allemagne.

## Allemagne

Dr. Wallerus (DAM - Deutsche Akademie für Metrologie) a indiqué qu'il désirait d'abord informer les participants à la réunion sur les activités de la DAM pour l'année passée, celle en cours et la prochaine, et ensuite sur le projet final du Document International D 14 *Formation*. Il a précisé que les activités de la DAM pour les participants internationaux étaient de deux types:

- les ateliers traitant d'objectifs spécifiques, qui duraient environ une ou deux semaines et qui combinaient la théorie et la pratique. Le nombre de participants était normalement compris entre douze et vingt personnes; et
- les activités de formation pour des périodes plus courtes (un, deux ou quatre jours) et pour un plus petit nombre de participants, normalement entre une et quatre personnes. Cette activité était souvent liée à la formation sur le lieu de travail.

Les activités et programmes passés, actuels et futurs de la DAM étaient:

- en 2002, un atelier sur la vérification des instruments de pesage, avec douze participants provenant du monde entier. Figuraient aussi au programme, trois activités de formation sur les mesures de pression, les instruments de pesage à fonctionnement non automatique, et sur le contrôle du contenu net des préemballages;
- en 2003, des formations en métrologie légale générale, dans le domaine du contrôle du contenu net des préemballages pour quatre participants, et dans celui des essais des instruments de mesure en général et des contrôles de préemballages. Cette dernière session avait réuni seize participants de Chine mais n'avait duré qu'un seul jour. La semaine suivante était prévue un atelier "école de formateurs" sur les instruments de pesage à fonctionnement automatique (en coopération avec le PTB) en Thaïlande, avec environ vingt participants; et
- en 2004, un atelier international en Thaïlande sur les instruments de pesage à fonctionnement automatique, conduit par des collègues de Thaïlande ayant eux-mêmes été formés pendant l'atelier "école de formateurs". Cet atelier était destiné aux participants résidant en Thaïlande et dans les pays voisins. Le prochain atelier serait aussi une session d'"école de formateurs", cette fois sur les débitmètres massiques. On pourrait remarquer une tendance à passer de la formation des experts à la formation des formateurs. Ce type de cours était beaucoup plus onéreux, plus difficile et plus long que le type initial de cours. Bien sûr, une formation complémentaire de week-end dans le domaine de la métrologie légale pouvait être dispensée sur demande: pour des prestations spéciales, il était conseillé de contacter la DAM par courriel ou de se connecter sur leur site web "www.dam-germany.de". La DAM ferait son possible pour mettre en place des cours spéciaux répondant aux besoins spécifiques indiqués.

Dr. Wallerus a ensuite annoncé que le Groupe de Travail 1 *Formation* du Conseil de Développement avait presque fini son travail sur le projet du D 14 *Formation du personnel en métrologie*

*légale*. Toutes les propositions qui avaient été soutenues par les membres avaient été incorporées, et un nouveau projet avait été préparé. L'objet de ce nouveau projet consistait à définir les grandes lignes pour la qualification des techniciens en métrologie légale (ni ingénieurs, ni scientifiques) et de proposer des modèles pour les programmes de formation. La formation et la qualification étaient établies dans une structure modulaire. Chaque pays pourrait organiser un programme de formation ajusté selon les conditions et les besoins spécifiques de ce pays. Cela signifiait qu'une qualification pourrait être obtenue à la demande.

La structure de ce nouveau document était la suivante:

- d'abord, formuler le cadre - quelques remarques générales sur les définitions, les domaines de tâches et l'équipement des techniciens dans le domaine de la métrologie légale, les qualifications recommandées en métrologie légale, les connaissances et compétences requises, etc.; et
- la partie principale du document - comment qualifier le personnel pour les travaux à venir, la structure de formation, le contenu des modules de formation, l'organisation des formations théorique et pratique, et le suivi de formation.

Les modules proposés étaient les suivants:

- Bases légales et administratives - un module théorique.
- Théorie et principes fondamentaux généraux de métrologie couvrant les normes, la faisabilité, les erreurs, et les mesures en général.
- Théorie et pratique - comment tester et vérifier divers instruments de mesure. Quelques exemples étaient donnés dans quatre annexes très importantes de cette section du document; par exemple les instruments de pesage, les instruments de mesure pour les véhicules et autres utilisations. L'Annexe A contenait une liste d'instruments de mesure, ainsi que des procédés spéciaux pour leur essai.
- Un nouveau module traitant de la gestion qualité, de l'accréditation et de la certification selon ISO 9000 et ISO/CEI 17025. Une formation était dispensée ici pour les nouveaux plans et cela serait fait de manière toujours plus importante à l'avenir.
- En dernier et tout aussi importante, la surveillance (par exemple, du contenu net des préemballages).

Dans les annexes, sont respectivement trouvés:

- A Une liste d'instruments de mesure, organisée selon le domaine d'application. Ceux-ci diffèrent d'un pays à un autre et pouvaient être utilisés pour concevoir les modules spécifiques de formation.
- B Une liste de documents de référence, non pour chaque pays mais pour chaque région. Des exemples avaient été donnés pour la Région d'Europe, et des exemples pour d'autres régions devraient être ajoutés. L'Afrique du Sud avait déjà émis quelques propositions, et de nouvelles contributions des autres Membres seraient bienvenues.
- C Quelques exemples de programmes de formations pratiques et théoriques. Différents thèmes de formation étaient décrits, avec la durée suggérée pour chaque section. Ceci uniquement à titre d'exemple et non de façon imposée. Cette annexe pourrait aussi inclure, comme cela était espéré, quelques exemples provenant d'autres institutions assurant des cours de qualification.
- D Une liste d'adresses d'institutions actives dans le domaine de la métrologie légale. Il avait été demandé à d'autres institutions de vérifier et de mettre à jour leurs adresses et sites web.

Dr. Wallerus a dit lors de la réunion qu'il avait préparé quelques impressions des transparents qu'il faisait projeter, et qu'il les distribuerait aux délégués. La version finale du document serait disponible par téléchargement à compter du 17 novembre sur le site web de la DAM, et les commentaires et ajouts, en particulier pour les annexes, seraient acceptés jusqu'à la fin décembre. En supposant qu'il n'y aurait pas d'autres commentaires, le document serait achevé d'ici fin

décembre et le projet final envoyé au Président du Conseil de Développement de l'OIML pour un traitement administratif ultérieur par le BIML. Le document serait rendu disponible par téléchargement sur le site web de l'OIML ou sur papier. Une décision serait prise ultérieurement pour savoir comment il conviendrait de publier le document.

Dr. Wallerus a remercié tous ceux ayant contribué à ce document par leurs commentaires et leurs propositions, ainsi que tous les autres membres du Groupe de Travail.

M. Faber a remercié Dr. Wallerus, en soulignant l'importance de la révision du D 14 et a exprimé sa satisfaction en constatant que le travail était près d'être achevé. Il serait maintenant utile d'étudier les moyens de transformer le document en un Document OIML officiel accepté par le CIML. Il avait été préparé dans le cadre du Conseil de Développement, qui utilisait des procédures un peu différentes de celles en vigueur dans les *Directives pour les Travaux Techniques*.

## **Cameroun**

M. Ela Essi a informé le Conseil de Développement que la 15<sup>ème</sup> Conférence de la Région d'Afrique Centrale des Ministres de l'Industrie Africains avait eu lieu à Yaoundé, Cameroun du 17 au 19 mars 2003. Elle avait réuni la République du Gabon, le Tchad, l'Afrique Centrale, la Guinée Equatoriale, le Congo et la République du Cameroun, sous le patronage de l'ONUDI. Le principal objectif de cette Conférence avait consisté à identifier les facteurs de compétitivité pour les industries et les économies des pays venant d'être mentionnés. L'une des résolutions prises avait été la création d'une Organisation Régionale de Métrologie Légale regroupant tous les pays de la région afin d'unifier leur effort et de combiner leur expérience et leurs connaissances dans le domaine de la métrologie légale, de l'accréditation et de la normalisation. Le projet avait été approuvé par tous les gouvernements concernés. Le soutien et les compétences du Conseil de Développement de l'OIML et d'autres RLMO seraient bienvenus en temps utile, pour aider la région dans cette tâche.

M. Faber a remercié M. Ela Essi et a exprimé sa satisfaction concernant la création d'une nouvelle Organisation Régionale de Métrologie.

Mme. Annabi a demandé si un autre délégué avait d'autres informations ou commentaires à propos des activités concernant les pays en développement et en l'absence de réaction, le point suivant a donc été abordé.

## **2 Rapport et discussion sur la réunion du Groupe de Travail du Conseil de Développement (4 novembre 2003)**

Mme. Annabi a indiqué que le Groupe de Travail avait tenu sa première réunion l'année dernière à Saint-Jean-de-Luz et ses membres avaient poursuivi le travail depuis, en restant en liaison avec le BIML par échange de courriels. Elle a dit qu'il lui paraissait important pour l'OIML de continuer à promouvoir des actions destinées aux pays en développement. M. Magaña a demandé à communiquer les détails du travail réalisé et les conclusions tirées par le Groupe de Travail pour savoir comment mieux cibler des actions de soutien envers ces pays.

M. Magaña a rappelé au Conseil que l'année précédente, le Président du CIML avait désigné un Groupe de Travail afin de réfléchir à l'organisation du travail de l'OIML pour les pays en développement. Suite à sa première réunion en 2002, le Groupe de Travail avait par la suite travaillé par correspondance. Une autre réunion avait eu lieu le matin avant celle-ci. Le Groupe de Travail avait traité de deux questions essentielles, à savoir:

- Proposer des actions concernant les pays en développement pour inclusion dans le Plan d'Action de l'OIML. Un certain nombre de propositions avaient été envoyées au BIML. Elles

avaient été diffusées et avaient conduit à élaborer un projet de révision du Plan d'Action. Des informations sur ce projet seraient données lors de la Réunion du CIML et la révision du Plan d'Action devrait être adoptée par correspondance d'ici le mois prochain. Quelques points proposés par le Groupe de Travail furent ensuite montrés aux délégués; ils concernaient les améliorations et l'accélération des travaux techniques de l'OIML, et la façon de faciliter la participation des pays en développement à ces travaux. Les méthodes suggérées pour y parvenir comprenaient le développement de l'utilisation d'Internet et d'autres supports électroniques, en mettant en place des forums pour les Comités Techniques, etc. Il fallait aussi prendre en compte de manière importante les documents du Comité TBT de l'OMC et le Rapport triennal de ce Comité lors de la révision des *Directives pour les Travaux Techniques*. La révision des *Directives* était maintenant achevée, mais il faudrait faire en sorte de les garder à jour. Il existait un certain nombre d'initiatives pour la promotion et le développement de la métrologie légale; elles devraient conduire à l'organisation de séminaires et d'ateliers, menée conjointement avec d'autres organisations. Comme indiqué précédemment, deux ateliers avaient déjà été organisés avec la CEI, et un rapport leur serait consacré lors du Comité. En outre, des informations fournies par certains États Membres seraient diffusées auprès des autres États Membres, le besoin d'échanger les informations restant toujours très important. De plus, des documents et des présentations pouvant être utilisés par les États Membres et les Membres Correspondants seraient élaborés pour une meilleure prise en compte du rôle de la métrologie. Le Plan d'Action contenait aussi quelques initiatives pour faciliter le travail des Membres du CIML en général, en utilisant le web non seulement pour les Comités Techniques mais également pour l'échange d'informations. Des forums seront mis en place pour permettre à chaque pays de poser des questions et de réunir l'ensemble des réponses des autres pays. Il était aussi prévu qu'un certain nombre de documents soient améliorés et présentés de façon plus détaillée sur le site web du Conseil de Développement. Il existait une base de données sur les experts en aide technique, et il était prévu que celle-ci soit mise à jour. La base de données sur la formation devrait aussi être améliorée et modifiée de façon à ce qu'elle soit plus utile; de même, l'échange des informations sur les documentations de formation élaborées dans différentes régions devait être coordonné et facilité de sorte que les autres pays puissent en bénéficier. Cela constituait donc les éléments du Plan d'Action.

- En second, la discussion sur l'évolution des structures de travail destinée à aider les pays en développement. Le Groupe de Travail avait examiné les trois groupes de travail (WG) suivants du Conseil de Développement:

### **WG 2 Information**

Le Groupe de Travail considérait que ce WG était obsolète et devrait être remplacé par ces trois actions:

- a élaborer un plus grand nombre de pages d'informations sur le site web de l'OIML;
- b travailler conjointement avec les autres organisations dans le JCDCMAS (présenté aux membres le matin) afin d'élaborer des documentations d'intérêt mutuel, pour la plupart dans le cadre des enquêtes de l'OMC sur les pays en développement. L'OMC étudiait très sérieusement les problèmes rencontrés par ces pays, de façon que les efforts tendant à mutualiser les informations soient placés dans ce contexte; et
- c faciliter l'utilisation d'une base de données sur les experts.

Si ces trois actions pouvaient être mises en oeuvre, elles suffiraient à remplacer le WG *Information*, qui n'aurait probablement plus lieu d'être.

### **WG 3 Equipement**

Ce WG avait aussi des difficultés à réaliser des documents, et ce problème avait été évoqué l'année dernière. Le Groupe de Travail avait proposé qu'au lieu d'avoir un WG très formel, il serait probablement plus efficace que le BIML puisse engager quelques experts pour établir des

documents sur l'équipement nécessaire à des tâches spécifiques de métrologie légale. Il serait facile d'engager un expert pour établir une liste de l'équipement nécessaire, par exemple pour une vérification sur site des pompes à essence, ou des instruments de pesage sur les marchés. Cela serait beaucoup plus efficace et le budget de l'OIML le permettrait. Dans un délai de six mois, il serait possible d'avoir un certain nombre de ces rapports d'expert; bien que ceux-ci ne devraient pas être considérés comme des Documents OIML officiels, ils seraient d'une grande utilité pour les pays en développement. Le Groupe de Travail considérerait par conséquent, qu'il serait beaucoup plus efficace de remplacer ce WG par des actions de ce genre.

### **WG 1 Formation**

Pour ce WG, la situation était un peu différente. Dr. Wallerus avait parlé d'un aspect de la formation, à savoir le travail sur la révision du D 14. Ce travail avait en fait été effectué dans le cadre de ce WG du Conseil de Développement, mais en principe la rédaction des Documents OIML devait être faite au sein des Comités Techniques et des Sous-comités. Ce travail n'avait donc pas été réalisé selon les procédures habituelles de l'OIML, et il avait été considéré de façon générale que s'il était nécessaire d'élaborer un Document OIML, cela devait alors être fait selon les règles normales de l'OIML. Ce type de travail devrait donc être transféré de ce WG à un Sous-comité. Etant donné que la révision du D 14 arrivait à son terme, il n'était peut-être pas nécessaire de créer un Sous-comité pour le terminer. Dr. Wallerus examinerait le travail et ferait en sorte de trouver les moyens de l'achever en vue de son approbation. Concernant les autres aspects de la formation, un travail important avait aussi été fait au travers d'enquêtes et d'analyses des besoins de formation des pays en développement. Cependant, M. Magaña considérait encore que ce travail devrait être effectué selon deux optiques: premièrement, en favorisant les informations mutuelles sur les besoins des pays en développement et sur l'aide technique proposée par les pays industrialisés; et deuxièmement, en travaillant à ce problème conjointement avec les autres organisations, du fait d'un certain chevauchement entre la métrologie légale et la métrologie scientifique au niveau des besoins et des offres de formation. Un besoin de formation dans le domaine des instruments de pesage pourrait parfaitement être associé à un besoin de formation dans le domaine de l'étalonnage de masses. Cela devrait également être examiné au sein du JCDCMAS, et il faudrait aussi tenir compte du travail en cours de l'OMC, qui consistait à recueillir des informations sur les besoins des pays en développement et sur les programmes d'aide technique. Le travail de l'OIML ne devrait pas se dérouler en suivant des circuits séparés et indépendants de ceux organisés par l'OMC et les autres organisations apparentées, et ainsi le WG *Formation* serait aussi considéré comme n'étant plus adapté au travail à venir relatif aux pays en développement.

Ces conclusions du Groupe de Travail seraient discutées ultérieurement, peut-être au cours de cette réunion. Le Groupe de Travail proposait simplement d'arrêter ces trois WG; il ne s'agissait pas d'abandonner le travail, mais de le remplacer par les actions décrites précédemment.

Concernant les structures pour le travail à venir sur les pays en développement, le Groupe de Travail avait fait un rapport au Président du Comité à propos de ce qu'il faudrait mettre en place à l'avenir. M. Magaña a invité M. Faber à informer les membres au sujet des conclusions tirées.

M. Faber a indiqué que le processus décisionnel montrait combien l'Organisation était parfois complexe. Cette situation ne lui plaisait pas vraiment mais s'agissant d'une Organisation régie par un Traité, les règles devaient être respectées. En tant que Président, il avait mis en place ce Groupe de Travail un an auparavant, et son rapport final lui avait été rendu la veille. Le rapport était excellent, et il devait ainsi être mis un terme aux activités du Groupe de Travail. Le rapport avait également été discuté en Conseil de Présidence, qui est, comme les Membres le savent, un organe consultatif du Président. Il avait été décidé après cela, de présenter ce rapport au Conseil de Développement qui avait pour vocation de discuter de toutes sortes de problèmes concernant les activités de l'OIML consacrées aux pays en développement. Il serait par la suite présenté au Comité dans l'après-midi ou le jour suivant, puisque seul le Comité avait le pouvoir de prendre une décision. Le Comité devrait ensuite le présenter à la Conférence en 2004, car la Conférence

avait créé la structure pour les activités de l'OIML consacrées aux pays en développement, et donc seule la Conférence pouvait changer ou arrêter ces activités. Le processus décisionnel était vraiment compliqué. Il était maintenant bien en route, mais bien que le travail principal ait été fait, un certain nombre de formalités demeuraient. Les propositions principales issues des discussions de M. Faber avec le Groupe de Travail quand celui-ci lui avait fait son rapport, étaient les suivantes:

- Arrêter les activités des WG. Comme expliqué par M. Magaña, l'ensemble du travail serait poursuivi mais organisé autrement;
- Arrêter les activités du Groupe de Travail. Le Groupe de Travail avait fait du bon travail, mais plutôt que de poursuivre le travail au sein du Conseil de Développement, une structure beaucoup plus simple pourrait être créée, qui serait aussi, à son avis, beaucoup plus efficace que pourrait l'être celle existante. Cela pourrait représenter une critique des structures existantes, mais en aucune façon, il n'était question de mettre en cause les personnes qui s'étaient investies. Parmi les nombreuses contributions aux activités du Groupe, on pouvait mentionner celles du BIML et de Mme. Annabi, la Présidente du Conseil de Développement, qui avait tenté avec dévouement et enthousiasme d'élargir le travail effectué pour les pays en développement. En proposant une nouvelle structure, le but était donc de faire plus et de le faire encore mieux, et certainement pas de limiter les actions. De plus amples détails seraient donnés par la suite, mais le seul forum dans lequel des décisions pourraient être rendues, était le CIML, et pour certains aspects, la Conférence. Il existait une certaine duplication de travail comme cela serait constaté à l'occasion de la réunion de l'après-midi - les mêmes personnes, dans la même salle, auront participé aux mêmes discussions deux fois. Il existait des moyens d'améliorer cette situation. Ayant lu tous les documents produits par le Groupe de Travail et ayant écouté toutes les présentations, M. Faber proposait, qu'à partir de l'an prochain, les activités de ce Conseil de Développement soient arrêtées. Elles seraient remplacées de deux manières différentes:
  - Il était certainement nécessaire de faire des réunions avec un certain nombre de pays en développement et d'autres pays concernés, y compris les pays développés. Cela pourrait être organisé, non pas au sein d'un Conseil mais dans le cadre d'ateliers, de séminaires, de conférences par tables rondes, etc., où les informations et toutes sortes de programmes pourraient être pleinement discutés. L'année prochaine, au lieu de cette réunion du Conseil, ils essaieraient d'organiser un atelier en vue de poursuivre le travail relatif aux pays en développement; et
  - M. Faber avait proposé au Groupe de Travail et au Conseil de la Présidence, la création d'un *Groupe de Travail pour les pays en développement* permanent; un tel Groupe serait très réduit, du fait que l'ébauche d'une stratégie et d'une politique réellement bonnes, n'était possible qu'au sein d'un comité réduit. Comme précisé précédemment, celui-ci ne serait pas habilité à prendre les décisions, celles-ci appartenant au CIML. Le WG aurait les mêmes attributions que le Conseil de Présidence, ce qui signifierait que ses membres seraient nommés pour une durée de trois ans. Le Président aurait toujours le droit de changer ou d'adapter la composition du WG concernant les personnes ou les intérêts régionaux, comme c'était le cas dans les dispositions actuelles avec le Conseil de Présidence. Il serait ainsi possible d'agir très rapidement lorsque nécessaire. Le noyau, pour ainsi dire, de ce WG serait constitué de deux personnes ayant des compétences d'experts confirmés dans le domaine des activités pour les pays en développement, mais pas nécessairement des Membres du CIML. Il faudrait qu'ils soient expérimentés et aient une bonne connaissance de la météorologie, des problèmes des pays en développement et qu'ils sachent où trouver des appuis financiers. M. Faber suggérait que ces deux personnes viennent de parties du monde différentes. Le Groupe serait présidé par l'un des Vice-Présidents du Comité afin de montrer que ces activités intéressaient l'Organisation au plus haut niveau. Le Groupe avait besoin, bien sûr, d'une personne se faisant le porte-parole des pays en développement, et du Directeur du BIML ou de l'un de ses adjoints, faisant ainsi un total de cinq personnes.

M. Faber a indiqué que les attributions exactes ne pouvaient être données pour le moment. Les indications précédentes traçaient les caractéristiques essentielles du Groupe à l'étude. Il était, cependant, en mesure de dire que le Groupe de Travail où des pays en développement étaient représentés, avait accepté, la veille, la proposition de façon unanime, comme l'avait fait le Conseil de Présidence. La nouvelle structure pourrait donc être présentée au Conseil de Développement avec l'assurance qu'elle serait vraiment utile pour améliorer le travail en cours. M. Faber a réitéré que beaucoup de travail était déjà en cours; il ne voulait pas laisser penser que les activités étaient considérées insuffisantes, comme cela était suggéré dans les présentations de la matinée, mais il ne devait pas y avoir de pause dans l'effort d'amélioration du travail et de réduction de la bureaucratie au sein de l'organisation. Chaque fois que possible, les choses devaient être simplifiées de façon que l'argent de l'OIML puisse être dépensé dans le cadre de véritables activités plutôt que d'engager des sommes exagérées pour seulement maintenir des réunions et des structures, etc. C'était donc avec un certain enthousiasme qu'il présentait cette nouvelle structure dans l'espoir qu'elle serait acceptée et que le Comité l'adopterait; cela signifierait que l'an prochain, des informations beaucoup plus détaillées pourraient être données concernant les attributions et d'autres aspects. Supposant que la proposition serait acceptée pendant la semaine, le Président serait alors en mesure de désigner ce Groupe de Travail dans un délai de seulement quelques semaines. Le fait que le Conseil de Développement serait toujours en place lors de la Conférence de l'an prochain n'empêcherait pas le groupe réduit de commencer son travail. Le Président avait à tout moment le droit de désigner un Groupe de Travail, et de l'avis de M. Faber, il fallait commencer aussitôt que possible.

Mme. Annabi a remercié M. Faber et a invité les participants à donner leurs commentaires et suggestions sur les propositions.

M. Antuñez Ramirez estimait que le Conseil de Développement dont le travail était vital, allait vivre un changement très important. Il était essentiel de compter dans ce Groupe avec la participation des pays en développement. Il a également remarqué qu'un Document OIML pouvait être un bon document, mais qu'il était sans doute utile de le modifier car il avait été rédigé il y a de nombreuses années. Il estimait que ce travail était essentiel car de nombreux pays en développement avaient vraiment besoin de la métrologie. D'après ce qu'il avait compris, très peu de pays seraient appelés à participer - c'est-à-dire que la participation serait plus faible qu'auparavant. Il espérait qu'un haut niveau de participation pourrait être maintenu, car la métrologie dans son pays avait fait des progrès grâce à la participation au travail de l'OIML.

M. Magaña convenait qu'il était très important pour les pays en développement de participer au travail et d'être bien représentés. Cette question avait été discutée de façon très intensive avec l'OMC. L'une des questions les plus importantes concernait la façon d'améliorer et de faciliter la participation des pays en développement au travail. Des séminaires régionaux avaient été organisés au Pérou et au Mozambique dans ce but, et il y avait un certain nombre de propositions visant à progresser sur ce plan. Comme M. Faber l'avait dit, il y aurait un représentant des pays en développement au sein du Groupe; cela était bien sûr essentiel. Il y aurait des experts pour l'aide technique, qui seraient aussi représentants des pays en développement. Dans les travaux techniques des TC et SC, l'utilisation accrue d'Internet serait développée, car c'était le moyen le plus facile pour les pays en développement de participer aux discussions, et cela était plus efficace que d'organiser des réunions et de demander aux gens de voyager à travers le monde. Le développement d'Internet serait par conséquent déterminant pour faciliter la participation des pays en développement. Enfin, autre point non négligeable, les organisations régionales de métrologie légale pourraient aussi jouer un rôle très important pour faciliter la participation des pays en développement au travail de l'OIML. Cette question était effectivement cruciale et l'OIML y travaillait avec d'autres organisations et avec l'OMC.

Dr. Llewellyn remerciait le Président et le Directeur. Il accueillait favorablement cette initiative, en disant qu'il estimait que de vouloir réduire le niveau de bureaucratie allait dans le bon sens, pour libérer des ressources et redéployer celles-ci sur de réels besoins. Il avait deux ou trois légères inquiétudes concernant le détail de la composition et avait noté qu'il était proposé qu'il y

ait un seul membre issu d'un pays en développement. Il ne fallait pas oublier que la principale tâche de ce Groupe de Travail serait de servir les besoins des pays en développement. Il craignait donc un peu que cela puisse constituer une charge très lourde sur ce seul membre s'il ou elle devait tenter de combiner ou d'identifier les besoins d'un large éventail de pays. Cela pouvait être abordé par la désignation des experts faisant partie du Groupe, et Dr. Llewellyn souhaitait savoir quelles compétences seraient attendues de ces personnes.

L'autre souci principal de Dr. Llewellyn était d'éviter la situation où le Conseil de Développement se conduirait de façon directive. Il estimait qu'un régime consultatif était nécessaire, pour répondre aux besoins des pays plutôt que d'essayer de leur dire quels étaient leurs besoins. Cependant, il réaffirmait que cette initiative était, à son avis, bienvenue et tout à fait convenable.

M. Faber a assuré à Dr. Llewellyn que la mission du Groupe de Travail réduit serait double: il s'agissait d'abord de préparer les activités et les propositions devant être discutées devant le Conseil de Présidence, et évidemment comme il se doit, devant le Comité. Tous les pays en développement y étaient représentés, et c'était le moment idéal pour cette discussion. L'autre aspect de la mission de ce WG serait de préparer des ateliers et des séminaires sur toutes les idées qu'ils pourraient trouver. C'est pourquoi la valeur de base du Groupe doit être le professionnalisme. S'il avait une critique à faire sur le travail réalisé jusqu'à maintenant, ce serait peut-être le manque de vrai professionnalisme, et il était essentiel d'améliorer cette situation. Pour lui, c'était le cœur du problème. L'un des Vice-Présidents dirigerait le Groupe et M. Faber était convaincu qu'il était vraiment compétent pour ce travail lié aux pays en développement. M. Faber ne considérait pas personnellement comme problématique le fait qu'il n'y ait qu'un seul membre du Groupe pour représenter les pays en développement, puisqu'il n'y aurait pas de vote au sein du Groupe, mais il pouvait comprendre les inquiétudes de Dr. Llewellyn. A son avis, l'essentiel était que les pays en développement soient entendus au sein du Groupe, et que lorsque le Groupe serait créé, tous les pays sachent qui était le porte-parole, et à qui ils devaient s'adresser lorsqu'ils voulaient s'exprimer. Le rôle de cette personne était aussi de servir de point de contact pour les pays en développement qui lui feraient part de leurs idées, de leurs inquiétudes et de leurs réclamations. Toutefois, M. Faber avait eu quelques expériences lui montrant que l'élargissement du Groupe aurait pour résultat probable de le rendre plus formel et moins efficace. Il était sensible aux remarques de Dr. Llewellyn; la possibilité avait été envisagée, mais si la personne choisie jouait pleinement le rôle de lien entre les pays en développement et ce Comité, et était dévoué, ce Groupe pourrait être organisé comme suggéré. Comme c'était le cas chaque fois que des choix devaient être faits, il y avait le pour et le contre; M. Faber a remercié Dr. Llewellyn pour son soutien général aux propositions et lui a demandé si les réponses faites pouvaient lui convenir.

Dr. Llewellyn a répondu qu'il était toujours difficile de trouver le juste milieu dans de tels cas. Il attirait l'attention de l'assemblée sur le fait que les pays en développement avaient différents types et degrés de besoins. Il était sensible à la suggestion selon laquelle une personne exprimerait tous leurs besoins; il se demandait juste si cela n'était pas trop de travail pour une personne, et si la possibilité avait été envisagée de désigner, par exemple, une personne pour la Région Asie-Pacifique et d'autres pour les autres parties du monde, le divisant ainsi en zones géographiques. Cela pourrait être fait de plusieurs façons. C'était ce qui le préoccupait mais il comprenait la remarque et le raisonnement de M. Faber.

Pr. Kochsiek a indiqué qu'il avait tenu la présidence du Conseil avant que Mme. Annabi prenne la suite, et de son point de vue, la tâche principale à ce moment avait été de définir les besoins des pays en développement. Dans les pays les moins développés, il n'y avait pas d'infrastructure météorologique et par conséquent aucun contact pour discuter de ce que pouvaient être les besoins. Il fallait donc recourir à un expert professionnel s'étant forgé une expérience dans le domaine de l'infrastructure météorologique, en particulier en météorologie légale. Pour cette raison, sa proposition était de faire appel à des experts en météorologie provenant des pays les moins développés, bien que cela soit très difficile. Lorsque les pays étaient en période de transition, ils pouvaient peut-être montrer quels étaient leurs besoins, mais pour les pays réellement les moins développés, il était très difficile pour eux de le découvrir par eux-mêmes.

M. Vaucher a dit que la proposition d'aborder les problèmes de façon aussi simple que possible devrait être définitivement soutenue. A son avis, ce dont les pays en développement avaient réellement besoin, ce n'était pas de documents et de réunions mais d'aide, par exemple de financement pour les installations et l'instrumentation appropriées et la formation nécessaire sur le lieu de travail. Un groupe réduit de personnes compétentes serait sûrement capable de fournir une aide conséquente.

Le soutien aux pays en développement en métrologie ne pouvait pas incomber à l'OIML uniquement; la métrologie légale ne pouvait pas être détachée de la métrologie scientifique et industrielle. Le JCDCMAS était un geste dans cette direction. M. Vaucher s'était inquiété d'apprendre que dans "seulement" deux ans, ils avaient déjà eu trois réunions et qu'une quatrième était planifiée. Il voulait faire remarquer qu'en plus de la réunion prévue, il y aurait aussi plus d'actions. Sa suggestion était que le groupe prévu, qui remplacerait le conseil de Développement, travaille en étroite collaboration avec les autres organisations et en particulier avec ce nouveau Comité qui avait été créé exactement dans le même but.

M. Faber a remercié M. Vaucher pour son soutien. Concernant le JCDCMAS, il voyait son action, d'une certaine façon, comme un pas en avant, car son grand avantage était qu'il ouvrait la possibilité de coordonner plusieurs activités pour les pays en développement. Il y avait, cependant, un problème du fait que beaucoup d'organisations étaient représentées, et qu'ainsi ce groupe n'était lui-même en aucune façon réduit. M. Faber avait discuté récemment avec M. Magaña de la possibilité d'avoir au moins un sous-groupe dans ce JCDCMAS se focalisant sur la métrologie avec le BIPM, afin d'avoir l'esprit pratique et d'être aussi efficace que possible.

M. Cartaxo Reis a fourni quelques informations à ce sujet. Il était d'accord avec ce que M. Vaucher avait dit, à savoir que les pays en développement avaient besoin non seulement de documents mais d'actions pratiques. Au Portugal aussi, il apparaissait nécessaire de planifier des actions pratiques. Pour cette raison, en juin, l'Institut Portugais pour la Qualité avait signé un accord avec l'Autorité Angolaise pour la Qualité, en vue de soutenir les autorités angolaises pour la construction d'une infrastructure métrologique. Ils avaient eu de nombreuses discussions avec les autorités angolaises pendant les deux dernières années, et suite à cet accord, ils avaient participé à deux séminaires sur la métrologie légale en juillet en Angola, l'un dans la capitale Luanda, et l'autre dans la deuxième plus importante ville, Bengala. Suite à ces séminaires, ils en sont venus à des actions pratiques. Lorsque les informations avaient été données aux autorités gouvernementales, aux entreprises, etc., un cours de formation avait été organisé pour les agents de vérification dans le domaine des masses, des balances de pesage non automatiques et des pompes à essence. Après le cours de formation, un contrôle métrologique plus homogène avait été mis en place en Angola. Les programmes de 2004 comportaient deux séminaires de plus en métrologie légale, dans différentes villes de l'Angola car le pays était si vaste que le travail devait être fait progressivement. Un autre cours de formation pour les agents de vérification était à l'étude.

M. Faber a remercié M. Cartaxo Reis, pour cette information très intéressante pour la région d'Afrique du Sud et pour les autres pays où était parlé le Portugais.

M. Šafarik-Pstrosz souhaitait revenir au discours du Président et aux inquiétudes compréhensibles formulées par le Royaume-Uni. Il était sensible au fait que l'un des membres du Groupe serait un expert dans le domaine de l'aide aux pays en développement, avec des connaissances générales de leurs besoins et apte à organiser et à coordonner ceux-ci de ce point de vue dans le Groupe de Travail permanent. Sa remarque et sa proposition, qui peut-être contribueront à lever ces inquiétudes, était qu'éventuellement une personne pourrait être désignée par chacune des Organisations Régionales de Métrologie, laquelle agirait comme point de contact de ce seul expert du WG. Cela pourrait établir un mécanisme de bonne coordination et de coopération.

M. Faber a remercié M. Šafarik-Pstrosz pour sa suggestion qui n'était en rien contradictoire avec la structure proposée, mais complémentaire. Il a demandé un instant de considérer l'idée,

intéressante de son point de vue, une fois que le Président aurait créé le Groupe de Travail, pour l'étudier avec les membres représentant les pays en développement lors des discussions sur la façon d'organiser de bons contacts avec ces pays.

Dr. Leitner souhaitait aussi soutenir le programme, en particulier en insistant sur le fait qu'il était vital d'éviter la séparation de la métrologie légale des autres aspects de la métrologie. Cela devait être fait dès le début dans la rédaction des principes et peut-être des procédures du Groupe. Il pensait que le document sur les laboratoires secondaires de dosimétrie était de ce point de vue un bon document, car du fait qu'il traitait des étalons secondaires et de leur étalonnage, une partie de celui-ci sortait du domaine de la métrologie légale. Néanmoins, ce document comportait des détails sur l'équipement de base et les procédures d'étalonnage qui concernaient la métrologie légale. Il y avait vraiment là une fusion entre la métrologie industrielle, la métrologie fondamentale et la métrologie légale. Dr. Leitner estimait que cela devait constituer l'exemple type pour la rédaction des documents destinés aux pays en développement.

M. Krishnamoorthy a exprimé sa satisfaction pour ces actions d'élaboration d'une procédure différente, mais désirait ajouter quelques commentaires. Il savait qu'à l'heure actuelle les propositions et les recommandations du Conseil de Développement impliquaient un long et lent processus. Actuellement, alors que les pays en développement s'intégraient à l'économie mondiale, il était nécessaire que l'OIML prenne des mesures rapides en faveur d'actions qui soient aussi acceptables pour les gouvernements, car il était essentiel que ces dispositions fassent partie des transformations en cours dans un gouvernement. Il suggérait que les deux experts qu'il était proposé de désigner, soient issus des pays en développement, de façon qu'ils puissent refléter les besoins des pays en développement devant le Groupe de Travail, et aussi que certaines procédures nécessaires soient encore élaborées. Il faisait remarquer que dans la plupart des pays en développement, les réglementations étaient rédigées par des agences gouvernementales. Avec la croissance et le développement de l'économie qui se mettaient en place, il était aussi nécessaire d'assurer la participation d'autres organismes accrédités dans le processus de vérification, et si le Groupe de Travail prenait des mesures spécifiques à ce sujet, de faire en sorte que ces idées soient plus facilement acceptées par les gouvernements.

M. Faber a remercié les délégués pour leur soutien appuyé au changement des structures. Les suggestions qui avaient été faites à propos des experts seraient prises en compte, tout en sachant que ce qui primait était sans nul doute de pouvoir compter sur des professionnels avant toute considération sur leur origine. Comme il l'avait dit auparavant, le problème par le passé résidait dans le degré de professionnalisme. Cependant, il était important, lors de la désignation de responsables, de se tourner vers les régions pour être au fait de ce qui se passait dans le monde et de prendre en compte des facteurs tels que ceux évoqués.

### **3 Propositions pour les activités du Conseil de Développement pour la période 2003–2004**

M. Faber a proposé les quatre activités suivantes concernant le programme du BIML pour l'année à venir, en préparation de la prochaine réunion du Conseil de Développement, à savoir:

- rechercher un bon contenu pour la réunion 2004, laquelle pourrait prendre la forme d'un atelier Table Ronde et d'échange d'idées, si possible moins formel que celui de cette année;
- chercher à poursuivre le travail de façon très active avec le JCDCMAS, ainsi qu'avec les autres organisations, élaborer des documents et de façon générale être très actif au sein de ce Comité qui serait ainsi un des éléments clés de l'aide aux pays en développement;
- plus spécifiquement, et en liaison avec les Groupes de Travail susmentionnés, chercher et engager des experts pour élaborer des documents sur l'équipement pour les pays en développement, pour plusieurs catégories différentes d'activité en métrologie légale. Certains de ces experts devraient être en mesure de fournir des rapports de leurs activités à la réunion de l'année prochaine; et

- poursuivre le développement de fonctionnalités sur le site web de l'OIML pour les pays en développement. Actuellement, le site web du Conseil de Développement faisait partie du site web de l'OIML.

M. Faber a demandé s'il y avait d'autres recommandations pour le travail sur l'année à venir. À défaut de réaction, il considérerait qu'il y avait consensus et que le programme était accepté.

#### **4 Autres questions**

Mme. Annabi a attiré l'attention de l'assemblée sur le fait que la Tunisie avait d'ores et déjà traduit en arabe une partie du site web de l'OIML; ces pages étaient accessibles depuis le menu principal et étaient régulièrement mises à jour, mais restaient sous la responsabilité de la Tunisie. Si d'autres pays voulaient traduire les pages du site web de l'OIML dans leur langue nationale, il convenait de s'adresser au BIML. Naturellement, le Bureau ne pouvait toutefois pas engager sa responsabilité pour ces traductions, et les pages devaient donc inclure un avertissement spécifiant que le BIML ne pouvait en aucune façon être tenu pour responsable des traductions effectuées à l'initiative d'un pays. Pour autant, elle y voyait un bon moyen de promouvoir facilement les activités de l'OIML dans tous les pays.

M. Lagauterie a indiqué que, comme chacun le sait, le but principal du Forum Euro-Méditerranéen de métrologie légale était de favoriser les activités de métrologie légale au sein de ses Membres. Malheureusement, pour diverses raisons, il n'avait pas été possible de tenir une réunion de ce Forum pendant l'année passée. Il proposait donc que les membres désireux de voir ce qui pouvait être fait à l'avenir, s'entretiennent brièvement au cours des prochains jours. Il les informerait par lettre le moment venu.

#### **5 Prochaine réunion**

M. Magaña a informé les Membres que la prochaine réunion serait tenue conjointement avec la 39<sup>ème</sup> Réunion du CIML et la 12<sup>ème</sup> Conférence de l'OIML, à Berlin en octobre 2004.

#### **6 Conclusion et clôture de la réunion**

Revenant au Point 2, M. Faber a demandé qu'une conclusion nette puisse être présentée au CIML. Celle-ci devait refléter à son avis le fait que les propositions avaient été accueillies très favorablement et qu'en outre, quelques observations très importantes avaient été faites. Il serait demandé au Président, au moment de désigner les membres de ce Groupe de Travail permanent, de ne pas oublier ces recommandations. Avec l'accord de l'assemblée, ces conclusions seraient enregistrées dans le compte rendu de la réunion en cours et il les présenterait devant le CIML. Il en fut convenu ainsi, et M. Faber a fait remarquer que le Conseil de Développement avait fait son temps. Il y aurait une brève réunion l'année prochaine car il faudrait sans doute respecter quelques formalités. Cela donnerait aussi l'occasion de faire une rétrospective et de remercier toutes les personnes qui ont joué un rôle au sein de ce Conseil de Développement, et en particulier la Présidente. Mais le moment n'était pas encore venu et il était temps de clore la réunion, en remerciant tous ceux qui avaient contribué, et en exprimant l'espoir fervent que les discussions sur les structures aboutiraient bientôt et que le travail et les activités réels pourraient commencer. ■

***Notes***

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

**Notes**

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

